

BUDGET PRIMITIF

2020

**INFORMATIONS FINANCIERES
ESSENTIELLES**

Cette annexe est produite conformément à l'article L. 3313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République :

« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux »

I - LE CONTEXTE BUDGETAIRE

Le projet de Loi de Finances (PLF) pour 2020 est principalement marqué par :

☛ La réforme de la fiscalité locale

Le Projet de Loi de Finances pour 2020 acte la suppression totale de la taxe d'habitation. En 2020, 80 % des foyers fiscaux ne paieront plus la taxe d'habitation. C'est en 2023 que plus aucun foyer fiscal ne paiera de taxe d'habitation. **La perte pour les communes sera compensée par l'intégralité de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties.**

En compensation de cette perte de la taxe foncière, **les Départements se verront affecter une fraction de TVA**, comme c'est déjà le cas pour les Régions. Toutefois, à l'inverse des Régions, les Départements ont de nombreuses contraintes sociales. Plusieurs inquiétudes émanent des Départements :

- **une perte du pouvoir de taux** : les exécutifs départementaux perdent leur seul levier fiscal et la possibilité d'augmenter le taux de la taxe foncière en cas de besoin. Les Départements craignent d'être pris en étau en cas de retournement de la conjoncture économique et sociale à cause des dépenses sociales contraintes comme le Revenu de Solidarité Active (RSA) ou les Mineurs Non Accompagnés toujours plus importantes.

- **le transfert de TVA** : les Départements s'inquiètent du choix de la TVA comme impôt de compensation. En effet, cet impôt est très dépendant de la conjoncture économique. Lorsque la TVA augmente, c'est que l'économie va bien. Or, c'est à ce moment-là que le financement des prestations sociales est au plus bas. A l'inverse, en cas de crise économique, les charges augmentent à cause de la hausse des dépenses sociales comme le RSA, mais les ressources diminuent. Et ce n'est pas le seul impôt départemental pouvant être impacté fortement par une crise économique. En effet, en cas de retournement de conjoncture sur les DMTO, la plupart des départements français se retrouveraient en très grande difficulté.

Le principe du transfert du foncier bâti des Départements est ainsi inscrit dans le PLF 2020 pour une application à partir de 2021. Le produit de la perte du foncier sera apprécié au niveau de chaque collectivité départementale, à partir des bases locatives 2020 et des taux 2019 par une fraction de TVA.

☛ Les effets collatéraux sur la péréquation départementale

La nouvelle réforme fiscale devrait entraîner d'importantes variations des indicateurs de richesse des Départements, au détriment de ceux qui affichent un taux de Foncier Bâti élevé,

et à l'avantage de ceux dont le taux est au contraire plus faible que la moyenne : ainsi, les Ardennes, comme l'Aisne, les Hautes Alpes, le Tarn... connaîtraient un enrichissement relatif à travers la hausse de leur potentiel fiscal, alors que Paris, les Hauts de Seine, les Alpes Maritimes, le Bas Rhin... seraient considérés comme plus pauvres !

Cet « enrichissement virtuel » pénaliserait durement les Ardennes, le potentiel fiscal (ou financier) étant utilisé dans le calcul de la DGF et de nombreux fonds de péréquation départementaux.

II – Les engagements pris par la Collectivité

Les engagements pris par le Département et restant à honorer au 31 décembre 2019 s'élèvent à 94 M€, ils sont listés ci-après :

- subventions votées non versées : **31 M€**
- contrats de territoires (reste à engager sur les enveloppes votées à destinations des intercommunalités) : **17 M€**
- ANRU (opérations restant à engager sur l'enveloppe de 28 M€) : **3 M€**
- Agenda d'Accessibilité : **20 M€**
- Barreau de raccordement : **23 M€**

III – Contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Ardennes

Population(1)		277 752
Superficie (en km²)		5 229
Densité (en habitants / km²)		53
Nombre de communes au 1er janvier 2018	Total	452
	Rurales (hors unités urbaines Insee)	408
Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants^(a) (en %)		23,4
Part de la population de 15 à 64 ans^(a) (en %)		61,2
Part de la population de 75 ans et plus^(a) (en %)		9,8
Taux de chômage^(b) (en %)		11,3
Nombre de bénéficiaires du RSA^(c)		10 657
Voirie départementale (en km)^(d)		3 376
Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants		12,2

Extrait : Les collectivités locales en chiffres 2018 - DGCL

Source : Insee, DESL.

(1) population municipale en vigueur en 2018 (millésimée 2015), délimitation communale au 01.01.2018.

(a) Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2018 (données provisoires).

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3^{ème} trimestre 2017 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2^{ème} trimestre 2016) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016, ne comprend pas Mayotte.

(c) Au 31 décembre 2016.

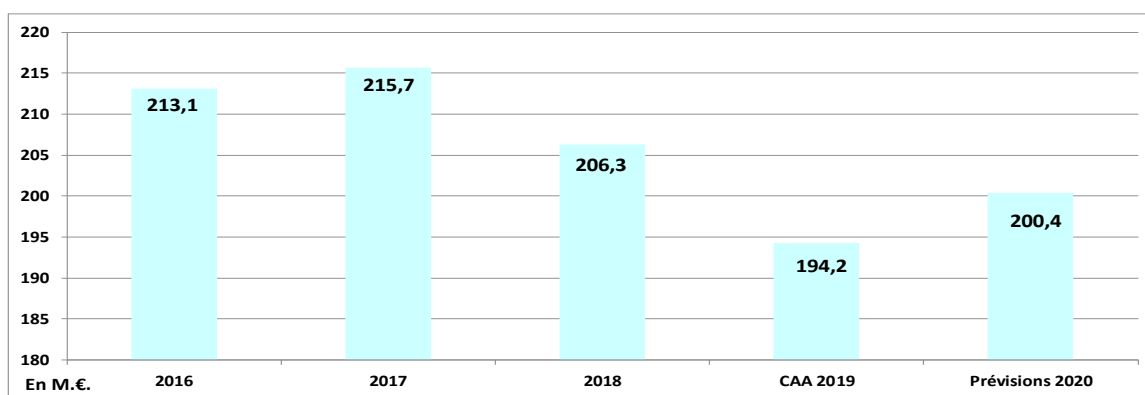
(d) Année 2017.

DES INDICATEURS FINANCIERS EN AMÉLIORATION

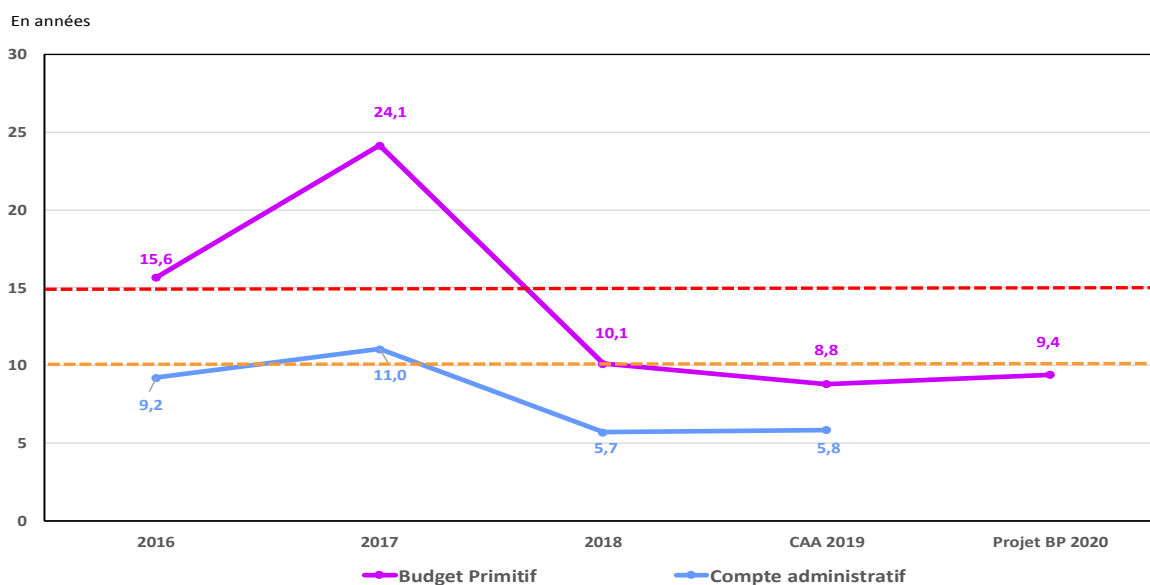
IV – Dette

Le conseil départemental s'est engagé dans une démarche de désendettement, après une diminution de l'encours de 9,4 M€ entre 2017 et 2018, cet effort s'est poursuivi en 2019 avec une nouvelle diminution de 12 M€, portant ainsi l'encours à 194,236 M€.

Pour 2020, le besoin prévisionnel d'emprunt destiné à équilibrer le budget s'élève à 31,894 M€, ce qui porterait l'encours à 200,413 M€. Ce montant devrait toutefois être diminué avec la reprise de l'excédent de l'année 2019 estimé à ce jour à 14,532 M€. L'encours de la dette serait alors ramené à 185,880 € (soit 657 € par habitant).



EVOLUTION DE LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT



Capacité de désendettement = encours de la dette / épargne brute
Seuil d'alerte : 10 ans Seuil limite : 15 ans

Maintien de la capacité de désendettement inférieure au seuil d'alerte de 10 ans

V – Evolution des recettes de fonctionnement

	COMPTES ADMINISTRATIFS			CAA 2019	PROJET BP 2020
	2016	2017	2018		
Bases d'impositions TFPB	268 113 937,00	271 475 164,00	276 121 148,00	282 043 390,00	
Taux d'imposition TFPB	21,25%	23,33%	23,56%	23,80%	
Produit - TFPB	56 974 224,00	63 335 652,00	65 063 865,00	67 120 000,00	68 000 000,00
CVAE	23 995 608,00	11 090 064,00	11 218 621,00	11 705 659,00	12 100 000,00
IFER	6 826 577,00	7 189 580,00	7 363 160,00	7 351 975,00	7 350 000,00
Rôles supplémentaires et complémentaires	252 309,00	164 924,00	191 973,00	50 000,00	0,00
Contributions directes	88 048 718,00	81 780 220,00	83 837 619,00	86 227 634,00	87 450 000,00
Compensations fiscales	3 149 828,00	2 569 416,00	2 559 947,00	2 522 167,00	2 355 000,00
DCRTP	8 822 265,00	7 948 545,00	7 927 984,00	7 775 442,00	7 775 442,00
FNGIR	6 841 903,00	6 841 903,00	6 841 903,00	6 841 903,00	6 841 903,00
DMTO	16 263 904,97	18 410 297,80	20 089 904,14	20 000 000,00	20 000 000,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 711 260,80	2 732 107,73	2 692 322,99	2 700 000,00	2 700 000,00
Taxe d'aménagement	1 335 152,56	1 124 074,42	1 218 028,46	1 100 000,00	1 200 000,00
Taxe additionnelle à la taxe de séjour		0,00	10 956,85	20 644,48	30 000,00
Fiscalité indirecte	20 310 318,33	22 266 479,95	24 011 212,44	23 820 644,48	23 930 000,00
TSCA - article 77	19 908 687,61	20 276 070,73	20 946 339,23	21 000 000,00	21 500 000,00
TSCA - art 52/53	26 888 509,77	27 517 671,06	28 275 469,48	28 000 000,00	28 500 000,00
Fiscalité transférée	46 797 197,38	47 793 741,79	49 221 808,71	49 000 000,00	50 000 000,00
FISCALITE	173 970 229,71	169 200 305,74	174 400 474,15	176 187 790,48	178 352 345,00
Fonds de Péréquation DMTO	5 024 276,00	5 539 630,00	5 651 226,00	5 823 775,00	
Fonds de solidarité - DMTO	5 548 834,00	5 894 742,00	5 635 188,00	10 144 815,00	
Fonds de soutien interdépartemental				1 669 924,00	
Fonds globalisé DMTO					16 600 000,00
Fonds de Péréquation de la CVAE	945 579,00	1 008 631,00	651 931,00	596 478,00	650 000,00
FONDS DE PEREQUATION	11 518 689,00	12 443 003,00	11 938 345,00	18 234 992,00	17 250 000,00
DGF	62 970 044,00	58 591 393,00	58 189 907,00	58 099 416,00	57 980 000,00
DGD	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 114,00
FCTVA		333 030,00	370 868,00	175 887,00	100 000,00
Dotation exceptionnelle	0,00	3 152 767,00	4 619 865,00		
Fonds de stabilisation				2 309 933,00	800 000,00
DOTATIONS DE L'ETAT	66 107 158,00	65 214 304,00	66 317 754,00	63 722 350,00	62 017 114,00
Dotation - PCH	2 611 866,18	2 658 752,16	2 737 738,44	2 707 325,04	2 748 208,00
Dotation - APA	12 387 609,76	14 660 953,60	16 116 156,59	14 427 527,46	11 200 000,00
Dotation - Conférence des financeurs		761 186,92	712 343,87	696 732,91	730 718,00
FMDI	3 190 784,00	2 929 458,00	3 582 172,00	3 139 655,00	3 100 000,00
TICPE	30 943 209,90	30 943 209,90	30 943 209,90	30 943 209,90	30 943 210,00
DGP Transfert de Frais de gestion de la TFPB	7 599 869,00	7 825 855,00	7 917 565,00	8 921 664,00	8 500 000,00
FINANCEMENT AIS	56 733 338,84	59 779 415,58	62 009 185,80	60 836 114,31	57 222 136,00
AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	14 841 282,67	12 743 531,73	16 996 669,35	14 078 155,46	11 509 229,00
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	323 170 698,22	319 380 560,05	331 662 428,30	333 059 402,25	326 350 824,00
Evolution en %	1,2%	-1,2%	3,8%	0,4%	-2,0%

VI – Epargne

Le taux d'épargne brute constitue un indicateur essentiel de l'analyse financière des collectivités.

► mode de calcul : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement

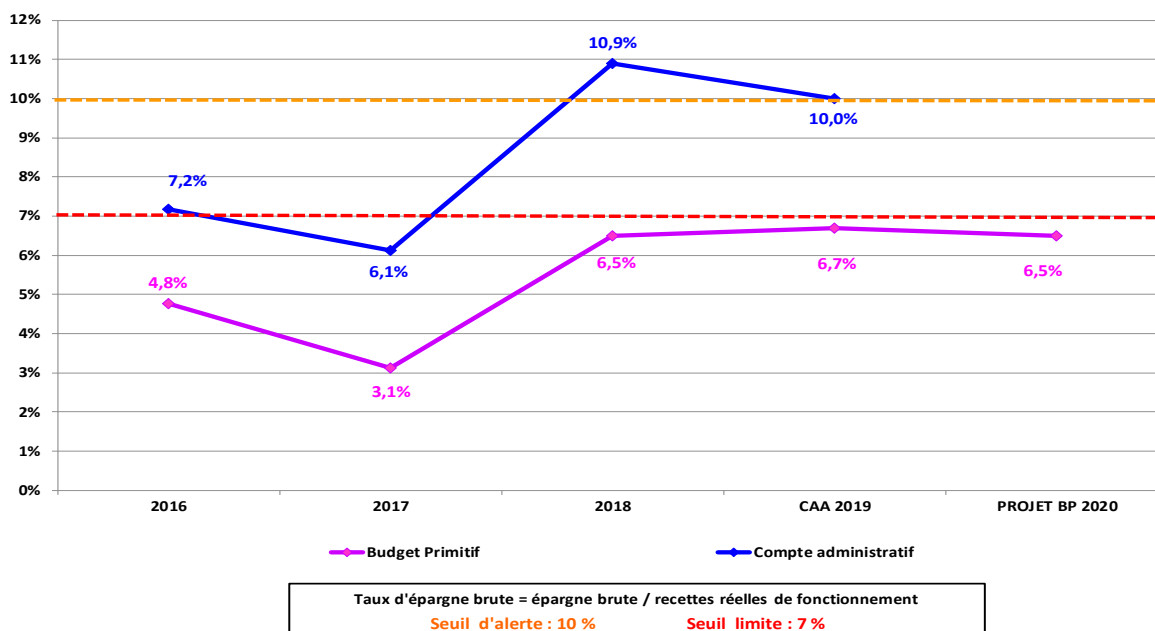
► signification : part de ses recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement en vue de financer sa section d'investissement. Il s'agit d'un indicateur implicite de sa capacité à équilibrer son budget

► seuil retenu :

↳ zone d'alerte : 10 %

↳ seuil minimal : 7 %

EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE BRUTE



AUTOFINANCEMENT BRUT ET NET

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CAA 2019	PROJET BP 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	323 170 698,22	319 380 559,05	331 662 428,30	333 059 402,25	326 350 824,00
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	300 010 316,55	299 856 132,23	295 356 084,41	299 798 904,05	304 995 260,00
AUTOFINANCEMENT BRUT	23 160 381,67	19 524 426,82	36 306 343,89	33 260 498,20	21 355 564,00
REMBOURSEMENT DU CAPITAL (1641+16441)	19 600 439,98	22 404 765,60	23 407 947,85	24 044 457,59	24 340 681,00
AUTOFINANCEMENT NET	3 559 941,69	-2 880 338,78	12 898 396,04	9 216 040,61	-2 985 117,00

VII - Synthèse financière du Budget Primitif pour 2020

SYNTHESE FINANCIERE

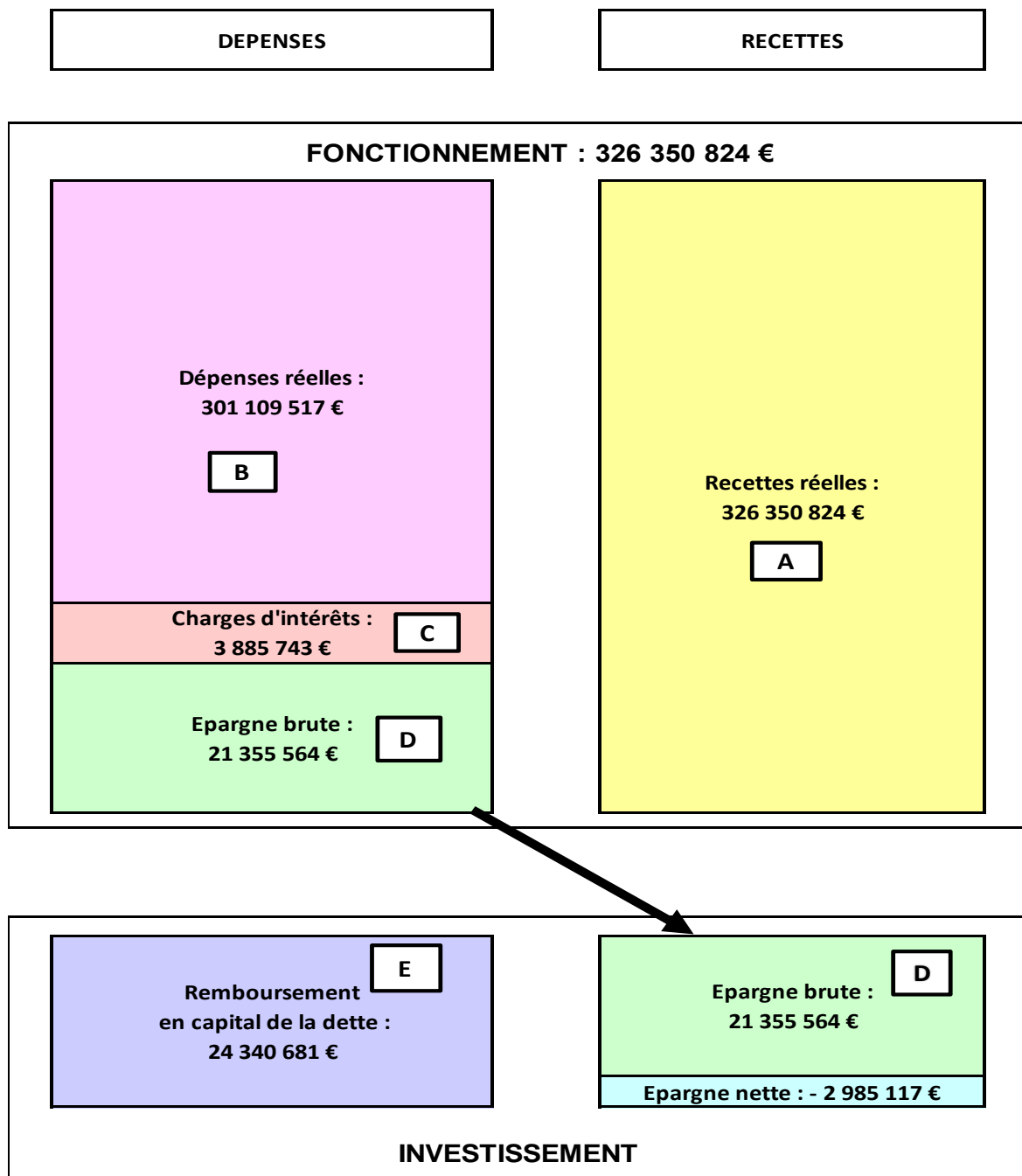
	COMPTE ADMINISTRATIF				BP 2019	CAA 2019	OB 2020	PROJET BP 2020
	2016	2017	2018					
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors résultat n-1)	323 170 698,22	319 380 559,05	331 662 428,30	327 403 082,98	333 059 402,25	327 765 861,00	326 350 824,00	
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	300 010 316,55	299 856 132,23	295 356 084,41	305 410 700,00	299 798 904,05	305 191 752,00	304 995 260,00	
CHARGES D'INTERETS (661)	5 358 269,15	5 227 442,90	4 727 471,17	4 468 900,00	4 202 725,28	3 703 352,00	3 885 743,00	
DEPENSES DE GESTION	294 652 047,40	294 628 689,33	290 628 613,24	300 941 800,00	295 596 178,77	301 488 400,00	301 109 517,00	
EPARGNE DE GESTION	28 518 650,82	24 751 869,72	41 033 815,06	26 461 282,98	37 463 223,48	26 277 461,00	25 241 307,00	
CHARGES D'INTERETS (661)	5 358 269,15	5 227 442,90	4 727 471,17	4 468 900,00	4 202 725,28	3 703 352,00	3 885 743,00	
AUTOFINANCEMENT BRUT OU EPARGNE BRUTE	23 160 381,67	19 524 426,82	36 306 343,89	21 992 382,98	33 260 498,20	22 574 109,00	21 355 564,00	
REMBOURSEMENT DU CAPITAL (1641+16441) (Remboursement anticipé)	19 600 439,98	22 404 765,60	23 407 947,85	24 045 000,00	24 044 457,59	24 216 000,00	24 340 681,00	
AUTOFINANCEMENT NET OU EPARGNE NETTE	3 559 941,69	-2 880 338,78	12 898 396,04	-2 052 617,02	9 216 040,61	-1 641 891,00	-2 985 117,00	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE	34 832 548,12	40 308 216,00	23 541 136,56	41 828 321,01	38 771 478,78	41 661 735,00	41 744 014,00	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT Report				3 264 034,35				
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE	13 221 924,21	12 055 360,07	13 832 844,83	16 768 245,36	14 065 667,28	12 420 952,00	14 211 642,00	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT Report				354 490,00				
BESOIN DE FINANCEMENT	21 610 623,91	28 252 855,93	9 708 291,73	27 969 620,00	24 705 811,50	29 240 783,00	27 532 372,00	
EMPRUNTS NOUVEAUX	27 138 490,00	25 000 000,00	14 000 000,08	12 000 000,00	12 000 000,30	20 421 280,42	31 893 808,00	
(Remboursement anticipé)			(5 999 999,92)	(3 000 000)	(6 846 109,70)	10 461 393,58	0,00	
(Reprise anticipé excédent)							0,00	
RESULTAT DE L'EXERCICE	9 087 807,78	-6 133 194,71	17 190 104,39	-18 022 237,02	-3 489 770,59	0,00	0,00	
RESULTAT ANTERIEUR	787 063,91	9 874 871,69	3 741 676,98	18 022 237,02	18 022 237,02	0,00	0,00	
FONDS DE ROULEMENT FINAL	9 874 871,69	3 741 676,98	20 931 781,37	0,00	14 532 466,43	0,00	0,00	
EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE (OB 2020)	213 092 998,33	215 688 232,73	206 280 284,96	194 235 284,96	194 235 827,67	200 902 501,67	200 412 635,67	
EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE (après reprise de l'excédent CA 2019 DMI 2020)	213 092 998,33	215 688 232,73	206 280 284,96	194 235 284,96	194 235 827,67	190 441 108,09		
CAPACITE DE DESENMETEMENT (OB 2020)	9,2	11,0	5,7	8,8	5,8	8,9	9,4	
CAPACITE DE DESENMETEMENT (après reprise de l'excédent CA 2019 DMI 2020)	9,2	11,0	5,7	8,8	5,8	8,4		

30 882 674 €

VIII – Equilibre du budget

PROJET BP 2020				
LIBELLE	Fonctionnement		Investissement	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations réelles (hors dette & résultat N-1)	326 350 824,00	304 995 260,00	14 211 642,00	41 744 014,00
EMPRUNT			31 893 808,00	24 340 681,00
Remboursement anticipé sans refinancement				1 376 319,00
Remboursement anticipé avec refinancement			10 000 000,00	10 000 000,00
Gestion active de la dette			10 000 000,00	10 000 000,00
Total OPERATIONS D'ORDRE	6 818 200,00	19 404 000,00	19 854 000,00	7 268 200,00
TOTAL	333 169 024,00	324 399 260,00	85 959 450,00	94 729 214,00
VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT (021)		8 769 764,00	8 769 764,00	
TOTAL GENERAL	333 169 024,00	333 169 024,00	94 729 214,00	94 729 214,00
TOTAL DEPENSES ET RECETTES (réel + ordre)	427 898 238,00			

PROJET BP 2020
OPERATIONS REELLES



EPARGNE DE GESTION = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts **(A- B) = 25 241 307 €**

EPARGNE BRUTE = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement **(A - (B + C))** ou épargne de gestion - charges d'intérêts = **21 355 564 €**

EPARGNE NETTE = Epargne brute - remboursement en capital de la dette **(D - E) = -2 985 117 €**